

COURANT FRONT UNIQUE.

Pour avancer dans la destruction du statut de la Fonction Publique avant la fin du quinquennat, Macron a besoin que les dirigeants des syndicats participent à sa « Conférence salariale de la FP ».

Défendre les fonctionnaires impose d'affronter le gouvernement.

La direction de la FSU doit rompre la concertation et quitter la conférence !

A ce jour, ce n'est pas dans la presse des syndicats de la FSU ni dans celle de la fédération que les syndiqués trouveront la moindre information sur la « mission » dont la ministre Montchalin est porteuse dans cette conférence. Pourtant ses objectifs ne souffrent d'aucune ambiguïté ! Pour la ministre il s'agit de « *porter un diagnostic transparent* » et des propositions pour réformer « *un système de rémunérations et de progression des carrières à bout de souffle* », sur la base de « *la rupture assumée avec les augmentations générales du point d'indice [...] à la fois inéquitables et coûteuses* ».

Pour le gouvernement il s'agit d'en finir avec la grille unique des rémunérations, **d'individualiser** les salaires selon les fonctions et la manière de « servir », et, surtout, de remettre en cause l'existence des corps à travers la transformation de la fonction publique de carrière en fonction publique d'emplois. On retrouve ce à quoi le Grenelle de l'éducation a ouvert la voie avec, par exemple, le groupe de travail : « **Personnalisation** : revalorisation des rémunérations et mobilités » qui s'est réuni le 14 septembre avec... la participation du SNES (« US » du 28 08, p 2) !

B. Teste dans l'édito de « Pour » d'Octobre ne se trompe pas lorsqu'il écrit : « *Le gel de la valeur du point d'indice est en outre destructeur de la notion même de carrière quand le traitement qui est censé être « principal » tend à devenir accessoire au bénéfice de régimes indemnitaires beaucoup plus aléatoires* ». Mais il écrit ensuite : « *ce sera un enjeu dans le cadre du débat électoral* », comme si rien d'essentiel concernant la base matérielle de notre statut n'était immédiatement en jeu ! Le « Débat électoral » comme les « journées d'action » ont pour fonction de cacher aux syndiqués la réalité de ce qui se trame dans la conférence et les conséquences de la participation.

L'acharnement de la direction de la FSU à accompagner les contre-réformes via le dialogue social se décline dans ses syndicats nationaux, ainsi la loi Rilhac a été adoptée sans que la direction nationale du SNUIPP ne lève le petit doigt ! Mais après avoir participé docilement à tous les groupes de travail sur la direction d'école, elle se cache derrière une pétition réservée aux seuls directeurs d'école comme si le fonctionnement des écoles était déjà considéré comme leur domaine réservé, pétition dont elle déclare que son objet est de : « *(...) peser sur les discussions à venir sur sa déclinaison concrète par le ministère* » ; disponibilité donc à travailler dans le cadre d'une loi dont elle dit qu'elle la rejette ! Plus de 80 équipes pédagogiques de Marseille refusent l'expérimentation Macron et ont décidé de la boycotter. Cet appel au boycott ne saurait rester cantonné sur un plan local. Il doit être repris par notre fédération et par le SNUipp, pour lui donner la dimension nationale qui s'impose.

Même chose dans le secondaire où la direction du SNES, dans ses communiqués, continue de « revendiquer » l'abrogation de la réforme du Bac. Mais, alors que les collègues conscients que la mise en place des projets locaux d'évaluation (PLE) est un coup terrible contre leur métier et ont voulu s'y opposer en boycottant leur mise en place, elle publie un guide de mise en œuvre des PLE. Elle laisse les collègues isolés établissement par établissement et se situe dans le cadre local de la mise en œuvre du PLE. A l'inverse sa responsabilité était d'exiger le retrait des PLE et d'appeler au boycott national des réunions pour leur mise en œuvre.

Le projet de budget 2022 a pour objectif une réduction massive des dépenses publiques (hors police et armée !). Il fait litière aussi bien des besoins des personnels - en nombre, en formation et en

rémunération - que de ceux de la majorité de la population et particulièrement de la jeunesse.

Pour notre fédération l'heure n'est pas au débat électoral ! Elle est au combat pour la défense du statut et contre un budget de misère, pour cela une urgence : rompre le dialogue social. Il est décisif :

1) D'informer pleinement et en urgence les collègues du contenu mortifère des projets gouvernementaux portés dans la Conférence nationale salariale de la FP

2) En conséquence de se retirer de cette conférence et appeler les autres fédérations à faire de même

3) Préparer et organiser l'affrontement avec le gouvernement contre le projet de budget 2022

C'est ce combat dont les représentants du courant FU seront porteurs dans les instances départementales et nationales comme au prochain congrès. **Vous le renforcerez en votant Front Unique**